

# Pour vaincre l'eurosepticisme

Article paru dans l'édition du 13.06.08

**T**reize laboratoires d'idées européens se sont réunis, sous l'égide de deux d'entre eux, Notre Europe et la Fondation pour l'Europe, afin de proposer aux Vingt-Sept un projet de « refondation » de l'Union européenne (UE). Vaste ambition, qui vise à redonner à l'Europe face aux transformations du monde, sous le regard de citoyens dubitatifs ou hostiles. L'eurosepticisme, en interrogeant les dirigeants de l'Union.

Le rejet de l'Europe revêt aujourd'hui des formes diverses, qui ne se limitent pas aux protestations souverainistes de certains membres, mais témoignent, en dépit des efforts de communication de l'Union, d'une méfiance croissante à l'égard de l'institution. Ce fossé se creuse, comme le souligne une chercheuse danoise, Catharina Sorensen, « entre les idéaux des citoyens et la réalité de l'Union ».

Le sociologue Emmanuel Todd, qui était l'invité, samedi 7 juin à Paris, des Rendez-vous citoyens du Sénat, consacré à l'Europe, a estimé que celle-ci se caractérise désormais par « une sorte de négativité généralisée ». En mettant l'accent sur l'immigration, en encourageant le développement de l'islamophobie ou en insistant sur ses racines chrétiennes alors que l'Europe, a-t-il dit, ne donne plus d'elle-même qu'une « définition négative ».

Il est donc temps d'offrir aux peuples des perspectives nouvelles. Il appartient en particulier aux futures présidences de Gaëtane Ricard-Nihoul et Elvire Fabry, en préfaçant le travail collectif des treize « think tanks », de « convaincre les citoyens désorientés, de la pertinence, de l'urgence et de la cohérence d'un projet européen d'ensemble qui puisse être porté ».

Pour Emmanuel Todd, volontiers provocateur, ce projet ne peut être que le rétablissement du protectionnisme aux frontières des laboratoires d'idées européens, attachés au libre-échange, se contentent d'inviter les Etats membres à « faire valoir leurs intérêts » et à présenter au reste du monde » et à affirmer la solidarité européenne d'une façon qui permette à l'Europe de « tout en contribuant à sa « régulation ». Comme le note Emmanuel Todd, le débat progresse.

« Il est également fondamental, rappellent les deux signataires, de ne pas aggraver la distance persistante entre une Europe et des populations qui ont parfois du mal à suivre le rythme. » Un colloque du Centre d'études de la vie politique (Cevop) en 2007, par les Editions de l'Université de Bruxelles, a mis en évidence ces « résistances à l'Europe », qui conduisent à une « érosion » du « consensus permissif » dont a longtemps bénéficié la construction européenne.

Ce qui rend ces résistances difficiles à surmonter, c'est qu'elles sont contradictoires d'un pays à l'autre. Ancrées dans des traditions nationales, elles expriment une opposition multiple au « modèle européen » qui se met en place depuis un demi-siècle. La philosophie économique de l'Union européenne, jugée trop libérale par les uns et trop interventionniste par les autres, la gouvernance politique, tantôt ses initiatives sur les questions de société comme la lutte contre les discriminations ou la recherche du compromis semble de plus en plus aléatoire.

**Thomas Ferenczi**